

Audience publique du 17 janvier 2002

Recours formé par Monsieur ...
contre un décompte établi par l'administration des Contributions directes
en matière d'impôt sur le revenu et d'impôt sur la fortune

JUGEMENT

Vu la requête, inscrite sous le numéro 12496 du rôle, déposée au greffe du tribunal administratif en date du 20 novembre 2000 par Maître Alain GROSS, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., fonctionnaire, demeurant à L-..., ..., tendant à la réformation d'un décompte établi en date du 18 août 2000 par le service de recettes de l'administration des Contributions directes adressé à feu Monsieur ..., aux mains de Monsieur ..., préqualifié ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 20 février 2001 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le décompte entrepris ;

Oùï le juge-rapporteur en son rapport, Maître Albert RODESCH, en remplacement de Maître Alain GROSS ainsi que Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Marie KLEIN en leurs plaidoiries respectives.

En date du 18 août 2000, le service de recettes de l'administration des Contributions directes a établi un décompte au sujet de l'impôt sur le revenu pour les années 1990 à 1998 et pour l'impôt sur la fortune des années 1990 à 1999, adressé à feu Monsieur ... et envoyé à Monsieur Il ressort de ce décompte établi « *à la suite des bulletins d'impôt du 18 août 2000* », que Monsieur ... était redevable d'une somme totale de 1.054.420.-francs en faveur de l'administration des Contributions directes.

Par un courrier du 24 août 2000, Monsieur ..., déclarant agir en son nom propre ainsi que « *pour les héritiers ...* », informa l'administration des Contributions directes de ce que le contenu de ce décompte lui était incompréhensible et qu'il avait du mal à comprendre les raisons sur base desquelles son dossier aurait « *subi un recalcul de 10 années* ». Sur ce, il pria la « *direction de l'administration des Contributions directes* » de l'informer « *sur les différents traitements* ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif en date du 20 novembre 2000, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant à la réformation du décompte précité du 18 août 2000.

A l'appui de son recours, il invoque comme unique moyen la prescription quinquennale en soutenant que du fait que la créance du Trésor se prescrirait par 5 ans, il ne serait pas redevable de l'impôt appliqué pour les années 1990 à 1994 inclus.

Le délégué du gouvernement conclut d'abord à l'irrecevabilité du recours du fait que la requête introductive d'instance ne respecterait pas l'article 1^{er} de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, en ce qu'elle n'indiquerait pas avec toute la précision requise la décision contre laquelle le recours est dirigé ainsi que l'autorité dont elle émane.

S'il est vrai que l'article 1^{er} de la loi précitée du 21 juin 1999 exige que la requête contienne « *la désignation de la décision contre laquelle le recours est dirigé* », il n'en demeure pas moins qu'en l'espèce la requête introductive d'instance précise que le recours est dirigé contre une « *décision de l'administration des Contributions directes du 18.08.2000* » et que, malgré le fait qu'aucun dossier fiscal n'a été déposé au greffe du tribunal administratif, en violation de l'article 8, paragraphe (5) de la loi précitée du 21 juin 1999, le demandeur a versé le document entrepris, à savoir le décompte établi par le bureau de recettes de l'administration des Contributions directes en date du 18 août 2000 après le rapport effectué par le juge rapporteur lors de l'audience à laquelle l'affaire avait été fixée pour plaidoiries, de l'accord du délégué du gouvernement, de sorte que ce moyen d'irrecevabilité est à déclarer non fondé, étant donné que l'article 1^{er} précité a été respecté et que l'Etat a pu utilement exercer ses droits de la défense.

Le deuxième moyen d'irrecevabilité invoqué par le représentant étatique, tiré d'une prétendue violation de l'article 2 de la loi précitée du 21 juin 1999, dans la mesure où la décision entreprise ne figurerait pas parmi les pièces versées à l'appui de la requête introductive d'instance est également à déclarer non fondé pour les mêmes motifs que ceux retenus au titre du premier moyen d'irrecevabilité.

Avant de procéder à l'analyse du troisième moyen d'irrecevabilité invoqué par le délégué du gouvernement et tiré de la violation de l'article 8, paragraphe (3) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, en ce qu'il ne serait pas établi que Monsieur ... ait introduit une réclamation contre une quelconque décision d'imposition, de sorte que le recours serait à déclarer irrecevable du fait qu'à défaut d'avoir introduit une réclamation contre une décision d'imposition, cette dernière ne pourrait pas être attaquée directement devant les juridictions administratives, il y a lieu d'analyser le moyen discuté au cours des plaidoiries, à la suite du dépôt, après le rapport du juge-rapporteur tel que relevé ci-avant, du document attaqué par la requête introductive d'instance, suivant lequel un recours dirigé contre un décompte serait à déclarer irrecevable, alors que le recours aurait dû être dirigé contre les bulletins d'imposition proprement dits, étant donné que ce moyen constitue un moyen d'ordre public que le tribunal serait en droit de soulever d'office, puisqu'il tend à assurer le respect des règles tenant à sa compétence.

Le décompte établi au 18 août 2000 par le service de recettes de l'administration des Contributions directes renseigne les cotes de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur la fortune pour les années 1990 à 1998 et 1990 à 1999 respectivement comme étant dues et exigibles en invitant la succession de feu Monsieur ... à les payer pour le 23 septembre 2000, sous peine de la mise en compte d'intérêts de retard.

Il ressort du libellé globalement considéré de la requête introductive d'instance introduite en date du 20 novembre 2000 pour compte de Monsieur ... ainsi que des déclarations fournies par son mandataire au cours de l'audience, que le recours sous analyse est dirigé contre le prédit décompte en ce qu'il exige le paiement de cotes d'impôt qui ne seraient pas dues pour les années 1990 à 1994 inclus.

Force est donc de constater que Monsieur ... n'a pas entendu déférer au tribunal les bulletins d'impôt ayant fixé les cotes d'impôt respectives quant à l'impôt sur le revenu et à l'impôt sur la fortune, mais seulement le susdit décompte.

Or, un décompte émis par un bureau de recettes ne fixe aucune cote d'impôt et ne comporte aucune autre décision sur une obligation du contribuable concerné à l'égard de l'administration fiscale, mais se confine par essence à relater les cotes d'impôt fixées moyennant bulletins d'impôt par le bureau d'imposition et les échéances de paiement résultant de la loi ou, le cas échéant, de décisions du bureau d'imposition. Il ne constitue par voie de conséquence ni un bulletin au sens du paragraphe 228 de la loi générale des impôts du 22 mai 1931, appelée « Abgabenordnung », en abrégée « AO », ni une autre décision au sens du paragraphe 237 AO, de sorte qu'un recours contre un décompte est irrecevable, faute pour celui-ci de constituer une décision soumise au contrôle des juridictions de l'ordre administratif. Il importe peu dans ce contexte de savoir si la lettre précitée du 24 août 2000 adressée à la direction de l'administration des Contributions directes et dirigée contre le prédit décompte est susceptible de constituer une réclamation valable effectuée au nom des héritiers de feu Monsieur

Il suit des développements qui précèdent que le recours est irrecevable.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant contradictoirement ;

déclare le recours irrecevable ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé par :

M. Schockweiler, vice-président

M. Campill, premier juge

Mme Lamesch, juge

et lu à l'audience publique du 17 janvier 2002 par le vice-président, en présence de M. Legille, greffier.

s. Legille

s. Schockweiler